

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement

Béthune, le 25 FEV. 2015

Unité Territoriale de l'Artois  
Centre Jean Monnet I  
Entrée Asturies – Bâtiment A  
12 Avenue de Paris  
62400 BETHUNE  
Téléphone : 03 21 63 69 00  
Télécopie : 03 21 01 57 26

Réf : FW/MM B4-106-2015  
O-I\_MANUFACTURING\_WINGLES\_RAPCO\_070.01335\_24022015

Affaire suivie par : Franck WAREMBOURG  
Courriel : [franck.warembourg@developpement.durable.gouv.fr](mailto:franck.warembourg@developpement.durable.gouv.fr)  
Téléphone : 03-21-63-69-01  
Télécopie : 03-21-01-57-26

**RAPPORT  
AU CONSEIL DEPARTEMENTAL  
DE L'ENVIRONNEMENT  
ET DES RISQUES SANITAIRES  
ET TECHNOLOGIQUES**  
---0---

**Objet** : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.  
Arrêté Préfectoral Complémentaire imposant la surveillance pérenne des rejets de substances dangereuses de l'établissement O-I MANUFACTURING à WINGLES dans le milieu aquatique.

**RENSEIGNEMENT GENERAUX SUR L'ETABLISSEMENT**

N° GIDIC	: 070.01335
Raison sociale	: O-I Manufacturing France Usine de Wingles
Adresse de l'établissement	: Avenue de la Verrerie – BP 61 – 62410 WINGLES
Adresse du siège social	: 64 Boulevard du 11 novembre 1918 – BP 1228 69611 VILLEURBANNE CEDEX
Contact dans l'entreprise	: M. DANIEL Nicolas M. OTRZONSEK Yves
Téléphone	: 03-21-69-29-00
Activité	: Verrerie

**Sommaire du rapport :**

1. Introduction
2. Mise en œuvre de la circulaire du 05 janvier 2009
3. Surveillance (phase pérenne) des rejets de substances dangereuses
4. Avis de l'Inspection des Installations Classées
5. Suites administratives

**Annexe 1**: Tableaux des flux mesurés lors des campagnes de mesures

**Annexe 2**: Projet d'Arrêté Préfectoral Complémentaire



## **1. INTRODUCTION**

La Directive Cadre sur l'Eau DCE 2000/60/CE du 23 octobre 2000 prévoit la mise en œuvre des actions qui doivent permettre l'atteinte du bon état des masses d'eau en 2015. Elle vise également la réduction progressive, voire la suppression des rejets de substances dangereuses compte tenu de leur caractère toxique, persistant et bioaccumulable pour le milieu aquatique.

Suite à l'adoption de cette directive, le Ministère en charge de l'Environnement a mis en œuvre une action nationale de recherche et de réduction des Rejets de Substances Dangereuses dans l'Eau par les installations classées (action RSDE).

Au niveau national, la première phase de l'action RSDE par les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) s'est déroulée de 2002 à 2007. Elle a porté sur la recherche de 106 substances dangereuses pour chaque rejet. Elle a été déclinée en Nord-Pas-de-Calais auprès de 240 établissements, en vue d'acquiescer ou d'approfondir la connaissance des rejets industriels des substances dangereuses.

Le bilan national de cette première phase a permis de capitaliser des données sur la métrologie des substances, et de dresser la liste des substances dangereuses caractéristiques de chaque secteur d'activité. Le bilan régional a permis de cibler les enjeux locaux.

Sur la base du bilan national, la circulaire du Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire du 5 janvier 2009 définit une **deuxième phase de cette action qui va consister à mettre en place des actions généralisées, déclinées par secteur industriel, de surveillance, de quantification, puis conjointement ou consécutivement de réduction des flux de substances toxiques déversées dans les rejets des ICPE.**

## **2. MISE EN OEUVRE DE LA CIRCULAIRE DU 05 JANVIER 2009**

### **2.1. Établissements concernés**

Les établissements concernés par la mise en œuvre de la circulaire du 05 janvier 2009 sont les ICPE dont le secteur d'activité correspond à l'un des secteurs mentionnés dans l'annexe 1 de la circulaire et :

- soumises à autorisation, en activité ou en phase de post-exploitation et disposant toujours d'une autorisation de rejets d'eaux industrielles ;
- soumises à déclaration si une action généralisée, visant le retour au bon état des masses d'eau est menée sur un bassin versant.

En priorité, parmi ces installations sont concernées :

- les ICPE nouvelles ou faisant l'objet de nouveaux arrêtés,
- les ICPE relevant de la directive IPPC,
- les ICPE identifiées comme étant à enjeux au niveau régional en raison des critères relatifs à la pollution des eaux de surface.

### **2.2. Rejets concernés**

Les rejets concernés sont les eaux issues du procédé industriel et les eaux pluviales ou de refroidissement susceptibles d'être souillées du fait de l'activité industrielle (exemple : lixiviats de décharge, eaux pluviales issues des zones d'activité extérieures en contact avec les installations industrielles), que leur rejet s'effectue directement au milieu naturel ou via une station d'épuration. Sont exclues les eaux pluviales des voies de circulation, toitures et surfaces non affectées par l'activité industrielle.

### **2.3. Étapes de réalisation**

L'action se déclinera de la manière suivante pour les installations concernées :

- Prise d'un Arrêté Préfectoral Complémentaire prescrivant une surveillance initiale des substances représentatives du secteur d'activité de l'établissement (ou des substances pour lesquelles on observe un dépassement de la norme de qualité du milieu) : 1 mesure sur 24 h par mois pendant 6 mois, afin de vérifier leur présence et la quantifier le cas échéant.



La liste de substances est établie en fonction :

- \* du secteur d'activité de l'établissement,
- \* de l'état de la masse d'eau (concentrations mesurées dans le milieu naturel) dans laquelle s'effectue in fine le rejet des eaux de l'établissement,
- \* des résultats, le cas échéant, de la première phase de l'action RSDE.

La circulaire du 23 mars 2010 (circulaire relative aux adaptations des conditions de mise en œuvre de la circulaire du 5 janvier 2009) précise que la recherche peut être abandonnée pour les substances ne figurant pas en caractères gras sur les listes sectorielles en rapport avec l'activité du site à l'annexe 1 de la circulaire du 5 janvier 2009 précitée, et qui n'auront pas été détectées après 3 mesures réalisées dans les conditions techniques décrites à l'annexe 5 de la même circulaire.

→ **Émission d'un rapport** d'analyses par l'exploitant qui permettra de déterminer quelles substances doivent être surveillées de façon pérenne sur le site. Au terme de cette surveillance initiale et au regard des résultats obtenus, la nécessité de poursuivre la surveillance et de revoir le cas échéant la liste des substances recherchées sera étudiée.

→ **Prise d'un second Arrêté Préfectoral Complémentaire** prescrivant la surveillance pérenne : 1 mesure par trimestre sur une liste de substances établie en fonction des résultats de la surveillance initiale.

→ **Établissement** et fourniture d'un **programme d'actions** pour obtenir des réductions voire des suppressions d'émission de certaines substances dangereuses. Dans le cas où des actions précises de réduction ne peuvent pas être rapidement mises en place, le programme d'actions comprend les dates de lancement, de réalisation et d'achèvement des **études technico-économiques** permettant d'établir les différentes voies de réduction envisageables.

→ **Émission** par l'exploitant **d'un deuxième rapport d'analyses** qui permettra de déterminer de quelles substances la surveillance peut être abandonnée, suite notamment à une amélioration de la qualité des rejets.

### **3. - SURVEILLANCE (PHASE PERENNE) DES REJETS DE SUBSTANCES DANGEREUSES**

L'Arrêté Préfectoral Complémentaire du 25 juin 2012 a imposé à l'exploitant, en application de la circulaire du 05 janvier 2009, une phase initiale de surveillance des rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique.

L'exploitant a transmis le 12 septembre 2014 à l'Inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement son rapport de surveillance initiale.

Ce rapport comprend :

- un tableau récapitulatif des mesures ;
- l'ensemble des rapports d'analyses ;
- l'état récapitulatif permettant d'attester de la traçabilité des opérations de prélèvement et de mesure de débit édité à partir du site de l'Ineris ;
- des commentaires et explications sur les résultats obtenus et leurs éventuelles variations, en évaluant les origines possibles des substances rejetées, notamment au regard des activités industrielles exercées et des produits utilisés ;
- une estimation du flux journalier moyen conformément au paragraphe 1.2 de la note du DGPR du 27 avril 2011 sus-visée.

Au vu des résultats obtenus sur les 19 substances recherchées lors de la phase initiale, l'exploitant conclut, en application des critères définis dans le cadre de l'action RSDE :

- à la mise en place d'une surveillance pérenne pour 6 de ces substances : NP1OE (nonylphénol éthoxylate), NP2OE (nonylphénol diéthoxylate), Nonylphénols, Zinc et ses composés, Chrome et ses composés, Acide chloroacétique ; la surveillance de toutes les autres substances pouvant être abandonnée compte tenu des faibles niveaux de rejets constatés ;
- que les quantités rejetées pour ces 6 substances sont suffisamment faibles pour ne pas nécessiter l'élaboration d'un programme d'actions (réflexion approfondie sur les moyens permettant d'obtenir des réductions voire des suppressions de ces substances).



#### **4. - AVIS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES**

L'Inspection des Installations Classées estime recevables les propositions de l'exploitant ; cependant, après accord avec l'exploitant, la substance Plomb a été ajoutée au programme de surveillance pérenne. Cette substance fait en effet partie des substances déclassant la masse d'eau de code sandre AR17 et détectée lors de la surveillance initiale.

Un tableau récapitulatif des flux mesurés par OI-Manufacturing lors de la surveillance initiale se trouve en **Annexe 1**.

Il convient d'imposer à l'exploitant un Arrêté Préfectoral Complémentaire reprenant l'ensemble des prescriptions dont l'application est proposée pour réaliser la surveillance pérenne des rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique.

L'exploitant a été consulté sur le projet d'arrêté par courriel en date du 09 février 2015 ; celui-ci a formulé des remarques par courriel en date du 20 février 2015. Ces remarques ont été prises en compte dans la mesure du possible.

#### **5. - SUITES ADMINISTRATIVES**

L'Inspection des Installations Classées propose à Madame la Préfète du Pas-de-Calais d'imposer à la Société O-I MANUFACTURING FRANCE par voie d'Arrêté Préfectoral Complémentaire pris dans les formes prévues à l'article R512-31 du Code de l'Environnement, la surveillance pérenne des rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique.

Un projet d'arrêté rédigé en ce sens est joint au présent rapport en **Annexe 2**.

L'inspecteur de l'Environnement,  
Spécialité « Installations Classées »,  




Franck WAREMBOURG.

Vu et transmis avec avis conforme à Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Nord – Pas-de-Calais – **A l'attention du Chef du Service Risques**

Béthune, le **25 FEV. 2015**  
L'Ingénieur Divisionnaire de l'Industrie et des Mines, Chef de Mission,  
Chef de l'Unité Territoriale de l'Artois,  


Frédéric MODRZEJEWSKI.

Vu et transmis avec avis conforme à Madame la Préfète du Département du Pas-de-Calais – Direction des Affaires Générales – Bureau des Procédures d'Utilité Publique – Section Installations Classées  
**Pour présentation au CODERST**

Lille, le **27/02/15**  
P/le Directeur, par délégation  
Le Chef du Service Risques,  
  


Alexandre DOZIÈRES.





Campagne n°1  
du 28/05/2013  
au 29/05/2013

Tableau 17 : flux moyen par campagne de mesure

Emissaire de rejet n°2 (EU)		Campagne n°1 du 24/04/2013 au 25/04/2013	Campagne n°2 du 22/05/2013 au 23/05/2013	Campagne n°3 du 30/07/2013 au 31/07/2013	Campagne n°4 du 28/08/2013 au 31/07/2013	Campagne n°5 du 28/08/2013 au 29/08/2013	Campagne n°6 du 25/09/2013 au 26/09/2013							
incertitude de débit débit mesuré (m3/h)	34,62	6,41	12,26	5,13	11,29	4,83								
	42,4	7,84	11,76	5,41	11,89	4,06								
Matières en suspension	92,0	101,2	3,5	4,3	44,0	50,4	0,5	46,2	42,0	50,0	55,0	0,2	0,3	
Demande chimique en oxygène	263,0	397,5	10,1	17,1	153,0	212,5	1,1	1,8	7,2	74,0	105,0	15,5	0,9	
Arsenic	< 0,05	0,006	< 0,0012	0,0003	< 0,005	3,14	< 0,0033	0,0005	0,0001	< 0,005	0,0009	< 0,005	0,0002	0,00003
Cadmium	0,001	0,001	0,00034	0,00006	0,001	0,001	< 0,0001	0,00002	< 0,001	0,0001	0,00002	< 0,001	< 0,000005	0,0000277
Chrome	0,010	0,012	0,0004	0,0005	0,000	0,000	0,0001	0,0001	0,0001	0,0001	0,0001	0,0001	0,00002	0,00003
Cuivre	< 0,005	0,007	< 0,0002	0,0003	< 0,005	0,007	< 0,0003	0,0005	0,0001	< 0,005	0,0001	< 0,0003	0,00004	0,00004
Nickel	0,010	0,012	0,0014	0,0005	0,000	0,000	0,0001	0,0001	0,0001	0,0001	0,0001	0,0001	0,00004	0,00004
Plomb	0,001	0,001	0,0003	0,0004	< 0,005	0,000	< 0,0003	0,0001	0,0001	< 0,005	0,00006	< 0,005	< 0,00002	0,00003
Zinc	0,001	0,002	0,0002	0,0003	0,000	0,000	0,0001	0,0001	0,0001	0,0001	0,0001	0,0001	0,0001	0,0002
4-tert-octylphénol	0,20	0,28	0,008	0,01	0,10	0,14	< 0,0007	0,001	0,001	0,001	0,001	< 0,001	< 0,0002	0,0004
4-nonylphénol-diéthoxylate	1,50	2,10	0,06	0,09	< 0,10	0,14	< 0,0007	0,001	0,001	0,001	0,001	< 0,001	< 0,0002	0,0004
4-nonylphénol-éthoxylate	0,80	1,12	0,05	0,08	1,09	1,29	0,01	0,02	0,02	0,02	0,02	< 0,02	< 0,0002	0,0004
Octylphénol	0,20	0,28	0,008	0,01	0,10	0,14	0,0007	0,001	0,001	0,001	0,001	< 0,001	< 0,0002	0,0004
Nonylphénols	190,00	210,00	5,70	9,02	210,00	280,00	1,39	2,20	3,42	5,40	80,00	120,00	0,95	0,97
Nonylphénols linéaires et ramifiés	190,00	210,00	5,70	9,02	210,00	280,00	1,39	2,20	3,42	5,40	80,00	120,00	0,95	0,97
Acide chloracétique	< 10,00	13,50	< 0,36	0,58	51,00	68,85	0,35	0,54	< 0,31	0,47	< 10,00	33,75	< 0,12	0,18
Nonobutylétain	95,00	128,25	3,61	5,51	17,10	22,95	0,12	0,18	0,02	0,04	0,04	0,04	0,005	0,005

Tableau 18 : flux moyen par campagne de mesure

**Arrêté Préfectoral Complémentaire :  
Rejets de substances dangereuses dans le milieu aquatique  
Seconde phase : surveillance pérenne**

**VU** la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (DCE) ;

**VU** la directive 2006/11/CE concernant la pollution causée par certaines substances dangereuses déversées dans le milieu aquatique de la Communauté ;

**Vu** la directive 2008/105/EC du 16 décembre 2008 établissant des normes de qualité environnementale dans le domaine de l'eau ;

**VU** le Code de l'Environnement et notamment son titre 1<sup>er</sup> des parties réglementaires et législatives du Livre V ;

**VU** la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R511-9 du Code de l'Environnement ;

**VU** le décret n°2005-378 du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

**VU** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement soumises à autorisation ;

**VU** l'arrêté ministériel du 20 avril 2005 modifié pris en application du décret du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

**VU** l'arrêté ministériel du 30 juin 2005 modifié relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

**VU** l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets ;

**VU** l'arrêté ministériel du 25 janvier 2010 modifié relatif aux méthodes et critères d'évaluation de l'état écologique, de l'état chimique et du potentiel écologique des eaux de surface pris en application des articles R.212-10, R.212-11 et R.212-18 du Code de l'Environnement ;

**VU** l'arrêté du 12 janvier 2010 modifié relatif aux méthodes et aux critères à mettre en œuvre pour délimiter et classer les masses d'eau et dresser l'état des lieux prévu à l'article R. 212-3 du Code de l'Environnement ;

**VU** l'arrêté du 26 juillet 2010 approuvant le schéma national des données sur l'eau ;

**VU** le rapport d'étude de l'INERIS N°DRC-07-82615-13836C du 15/01/08 faisant état de la synthèse des mesures de substances dangereuses dans l'eau réalisées dans certains secteurs industriels ;

**VU** l'arrêté préfectoral DAG-ENV-CP/GM-N°96-306 du 05 août 1996 modifié autorisant la société O-I MANUFACTURING FRANCE (ex : BSN Emballage) à exercer ses activités relevant de la nomenclature des installations classées sur le territoire de la commune de WINGLES (62410), Avenue de la Verrerie ;

**VU** l'arrêté préfectoral DAGE-BUP-SIC-LL-N°2012-173 du 25 juin 2012 prescrivant la surveillance initiale RSDE à l'établissement ;

**VU** la note du 27 avril 2011 du Directeur Général de la Prévention des Risques (DGPR) du Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable, du Transport et du Logement relative aux adaptations des conditions de mise en œuvre de la circulaire du 5 janvier 2009 relative aux actions de recherche et de réduction des substances dangereuses dans les rejets aqueux des installations classées ;

**VU** le rapport établi par EUROFINs (OTECH Environnement) référencé OI Manufacturing – BDE n°1781 et daté du 15/07/2014 présentant les résultats d'analyses menées dans le cadre de la recherche initiale de substances dangereuses dans les rejets aqueux de l'établissement ;

**VU** le courriel de l'inspection du 09 février 2015 qui a proposé un projet d'arrêté préfectoral ;

**VU** le courriel de l'industriel du 20 février 2015 en réponse ;

**VU** le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du XXXX ;

**VU** l'avis du CODERST du XXXXX ;

**Considérant** l'objectif de respect des normes de qualité environnementale dans le milieu en 2015 fixé par la directive 2000/60/CE ;

**Considérant** les objectifs du SDAGE Artois-Picardie et son programme de mesures associé pour reconquérir ou maintenir le bon état des masses d'eau ;

**Considérant** les objectifs de réduction et de suppression de certaines substances dangereuses fixées dans la circulaire DE/DPPR du 7 mai 2007 ;

**Considérant** la nécessité d'évaluer qualitativement et quantitativement par une surveillance périodique les rejets de substances dangereuses dans l'eau issus du fonctionnement de l'établissement au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement puis de déclarer les niveaux d'émission de ces substances dangereuses afin de proposer le cas échéant des mesures de réduction ou de suppression adaptées ;

**Considérant** les effets toxiques, persistants et bioaccumulables des substances dangereuses visées par le présent arrêté sur le milieu aquatique ;

**Considérant** les flux de substances dangereuses rejetés par l'établissement ;

**Considérant** que l'établissement rejette dans la masse d'eau de code sandre AR17 déclassée pour mauvais état chimique ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

## **ARRETE**

### **Article 1 : Objet**

La société O-I MANUFACTURING dont le siège social est situé 64 Boulevard du 11 novembre 1918 – 69 611 VILLEURBANNE CEDEX, doit respecter, pour ses installations situées Avenue de la Verrerie à WINGLES (62410), les dispositions du présent Arrêté Préfectoral Complémentaire qui vise à fixer les modalités de surveillance et de déclaration des rejets de substances dangereuses dans l'eau qui ont été identifiées à l'issue de la surveillance initiale.

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 05 août 1996 modifié sont complétées par celles du présent arrêté.

### **Article 2 : Prescriptions techniques applicables aux opérations de prélèvements et d'analyses**

2.1 Les prélèvements et analyses réalisés en application du présent arrêté doivent respecter les dispositions de l'annexe 5 de la circulaire du 05 janvier 2009 (téléchargeable sur le site [www.rsde.ineris.fr](http://www.rsde.ineris.fr)).

2.2 Pour l'analyse des substances, l'exploitant doit faire appel à un laboratoire d'analyses accrédité selon la norme NF EN ISO/CEI 17025 pour la matrice « Eaux Résiduelles », pour chaque substance à analyser.

2.3 L'exploitant doit être en possession de l'ensemble des pièces suivantes fournies par le laboratoire qu'il aura choisi, avant le début des opérations de prélèvement et de mesures afin de s'assurer que ce prestataire remplit bien les dispositions de l'annexe 5 de la circulaire du 05 janvier 2009 :

1. Justificatifs d'accréditations sur les opérations de prélèvements (si disponible) et d'analyses de substances dans la matrice « Eaux Résiduelles » comprenant a minima :

a/ Numéro d'accréditation

b/ Extrait de l'annexe technique sur les substances concernées

2. Liste de références en matière d'opérations de prélèvements de substances dangereuses dans les rejets industriels

3. Tableau des performances et d'assurance qualité précisant les limites de quantification pour l'analyse des substances qui doivent être inférieures ou égales à celles de l'annexe 1 du présent Arrêté Préfectoral Complémentaire.

4. Attestation du prestataire s'engageant à respecter les prescriptions figurant à l'annexe 2 du présent Arrêté Préfectoral Complémentaire.

2.4 Dans le cas où l'exploitant souhaite réaliser lui-même le prélèvement des échantillons, celui-ci doit fournir à l'inspection avant le début des opérations de prélèvement et de mesures prévues à l'article 3 du présent arrêté, les procédures qu'il aura établies démontrant la fiabilité et la reproductibilité de ses pratiques de prélèvement et de mesure de débit. Ces procédures doivent intégrer les points détaillés au paragraphe 3 de l'annexe 5 de la circulaire du 05 janvier 2009 et préciser les modalités de traçabilité de ces opérations.

2.5 Les mesures de surveillance des rejets aqueux déjà imposées à l'industriel par l'arrêté préfectoral sur des substances mentionnées dans le présent arrêté peuvent se substituer à certaines mesures visées dans le présent arrêté, sous réserve du respect des conditions suivantes :

- la fréquence de mesures imposée dans le présent arrêté est respectée,
- les modalités de prélèvement et d'analyses pour les mesures de surveillance répondent aux exigences de l'annexe 5 de la circulaire du 05 janvier 2009, notamment sur les limites de quantification.

### Article 3 : Mise en œuvre de la surveillance pérenne

L'exploitant met en œuvre sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté le programme de surveillance aux points de rejet des effluents industriels de l'établissement dans les conditions suivantes :

Nom du rejet	Substance	Périodicité	Durée de chaque prélèvement	Limite de quantification à atteindre par substance par les laboratoires en µg/l
Émissaire de rejet n°1 (Eaux pluviales de toitures, voiries et parking susceptibles d'être polluées)	Chrome et ses composés (code sandre 1389)	Une mesure par trimestre	24 heures représentatives du fonctionnement de l'installation	5
	Plomb et ses composés (Code sandre 1382)			5
	Zinc et ses composés (code sandre 1383)			10
	4-Nonylphénol-diéthoxylate (NP2OE) (code sandre 6369)			0,1
	4-Nonylphénol-éthoxylate (NP1OE) (code sandre 6366)			0,1
	Nonylphénols (code sandre 6598)			0,1

Nom du rejet	Substance	Périodicité	Durée de chaque prélèvement	Limite de quantification à atteindre par substance par les laboratoires en µg/l
	Acide chloracétique (code sandre 1465)			25
Émissaire de rejet n°2 (Eaux industrielles)	Zinc et ses composés (code sandre 1383)	Une mesure par trimestre	24 heures représentatives du fonctionnement de l'installation	10
	Plomb et ses composés (Code sandre 1382)			5
	4-Nonylphénol-diéthoxylate (NP2OE) (code sandre 6369)			0,1
	4-Nonylphénol-éthoxylate (NP1OE) (code sandre 6366)			0,1
	Nonylphénols (code sandre 6598)			0,1
	Acide chloracétique (code sandre 1465)			25

Les limites de quantification pour l'analyse des substances doivent être inférieures ou égales à celles de l'annexe 1 du présent Arrêté Préfectoral Complémentaire.

Les paramètres de suivi DCO et MES sont également prélevés et analysés selon les mêmes modalités.

#### Article 4 : Remontée d'informations sur l'état d'avancement de la surveillance des rejets

##### 4.1 Déclaration des données relatives à la surveillance des rejets aqueux

Les résultats des mesures réalisées en application de l'article 3 du présent arrêté sont saisis dans le mois suivant ces mesures sur le site de télédéclaration du Ministère chargé de l'Environnement prévu à cet effet (GIDAF, <https://gidaf.developpement-durable.gouv.fr>).

##### 4.2 Déclaration annuelle des émissions polluantes

Les substances faisant l'objet de la surveillance pérenne décrite à l'article 3 du présent arrêté doivent faire l'objet d'une déclaration annuelle conformément aux dispositions de l'Arrêté Ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets (Déclaration GEREP). Ces déclarations peuvent être établies à partir des mesures de surveillance prévues à l'article 3 du présent arrêté ou par toute autre méthode plus précise validée par les Services de l'Inspection.

**Article 5 :**

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre 1er du livre V du Code de l'Environnement.

**ANNEXE 1 : TABLEAU DES PERFORMANCES ASSURANCE QUALITE (annexe 5.2 de la circulaire du 5 janvier 2009)**

<b>Substance</b>	<b>Code SANDRE</b>	<b>Catégorie de Substance :</b> - 1 = dangereuses prioritaires, - 2 = prioritaires, - 3 = pertinentes liste 1, - 4 = pertinentes liste 2  <i>(cf : article 4.2. de l'AP)</i>	<b>Limite de quantification à atteindre par les laboratoires :</b> <b>LQ en µg/l</b>  <i>(source : annexe 5.2 de l'annexe 5 de la circulaire du 05/01/2009)</i>
Nonylphénols	6598	1	0,1
NP1OE	demande en cours	1	0,1*
NP2OE	demande en cours	1	0,1*
Octylphénols	6600	2	0,1
OP1OE	6370	2	0,1*
OP2OE	6371	2	0,1*
2 chloroaniline	1593	4	0,1
3 chloroaniline	1592	4	0,1
4 chloroaniline	1591	4	0,1
4-chloro-2 nitroaniline	1594	4	0,1
3,4 dichloroaniline	1586	4	0,1
Chloroalcanes C <sub>10</sub> -C <sub>13</sub>	1955	1	10
Biphényle	1584	4	0,05
Epichlorhydrine	1494	4	0,5
Tributylphosphate	1847	4	0,1
Acide chloroacétique	1465	4	25
Tétabromodiphényléther (BDE 47)	2919	2	La quantité de MES à prélever pour l'analyse devra permettre d'atteindre une LQ dans l'eau de 0,05µg/l pour chaque BDE.
Pentabromodiphényléther (BDE 99)	2916	1	
Pentabromodiphényléther (BDE 100)	2915	1	
Hexabromodiphényléther BDE 154	2911	2	
Hexabromodiphényléther BDE 153	2912	2	
Heptabromodiphényléther BDE 183	2910	2	
Décabromodiphényléther (BDE 209)	1815	2	



Benzène	1114	2	1
Ethylbenzène	1497	4	1
Isopropylbenzène	1633	4	1
Toluène	1278	4	1
Xylènes (Somme o,m,p)	1780	4	2
Hexachlorobenzène	1199	1	0,01
Pentachlorobenzène	1888	1	0,02
1,2,3 trichlorobenzène	1630	2	1
1,2,4 trichlorobenzène	1283	2	1
1,3,5 trichlorobenzène	1629	2	1
Chlorobenzène	1467	4	1
1,2 dichlorobenzène	1165	4	1
1,3 dichlorobenzène	1164	4	1
1,4 dichlorobenzène	1166	4	1
1,2,4,5 tétrachlorobenzène	1631	4	0,05
1-chloro-2-nitrobenzène	1469	4	0,1
1-chloro-3-nitrobenzène	1468	4	0,1
1-chloro-4-nitrobenzène	1470	4	0,1
Pentachlorophénol	1235	2	0,1
4-chloro-3-méthylphénol	1636	4	0,1
2 chlorophénol	1471	4	0,1
3 chlorophénol	1651	4	0,1
4 chlorophénol	1650	4	0,1
2,4 dichlorophénol	1486	4	0,1
2,4,5 trichlorophénol	1548	4	0,1
2,4,6 trichlorophénol	1549	4	0,1
Hexachloropentadiène	2612	4	0,1
1,2 dichloroéthane	1161	2	2
Chlorure de méthylène (dichlorométhane)	1168	2	5
Hexachlorobutadiène	1652	1	0,5
Chloroforme	1135	2	1
Tétrachlorure de carbone	1276	3	0,5
Chloroprène	2611	4	1
3-chloroprène (chlorure d'allyle)	2065	4	1
1,1 dichloroéthane	1160	4	5
1,1 dichloroéthylène	1162	4	2,5
1,2 dichloroéthylène	1163	4	5
Hexachloroéthane	1656	4	1
1,1,2,2 tétrachloroéthane	1271	4	1
Tétrachloroéthylène	1272	3	0,5
1,1,1 trichloroéthane	1284	4	0,5
1,1,2 trichloroéthane	1285	4	1
Trichloroéthylène	1286	3	0,5
Chlorure de vinyle	1753	4	5

Anthracène	1458	1	0,01
Fluoranthène	1191	2	0,01
Naphtalène	1517	2	0,05
Acénaphène	1453	4	0,01
Benzo (a) Pyrène	1115	1	0,01
Benzo (k) Fluoranthène	1117	1	0,01
Benzo (b) Fluoranthène	1116	1	0,01
Benzo (g,h,i) Pérylène	1118	1	0,01
Indeno (1,2,3-cd) Pyrène	1204	1	0,01
Cadmium et ses composés	1388	1	2
Plomb et ses composés	1382	2	5
Mercuré et ses composés	1387	1	0,5
Nickel et ses composés	1386	2	10
Arsenic et ses composés	1369	4	5
Zinc et ses composés	1383	4	10
Cuivre et ses composés	1392	4	5
Chrome et ses composés	1389	4	5
Tributylétain cation	2879	1	0,02
Dibutylétain cation	1771	4	0,02
Monobutylétain cation	2542	4	0,02
Triphénylétain cation	<i>demande en cours</i>	4	0,02
PCB 28	1239	4	0,01
PCB 52	1241	4	0,01
PCB 101	1242	4	0,01
PCB 118	1243	4	0,01
PCB 138	1244	4	0,01
PCB 153	1245	4	0,01
PCB 180	1246	4	0,01
Trifluraline	1289	2	0,05
Alachlore	1101	2	0,02
Atrazine	1107	2	0,03
Chlorfenvinphos	1464	2	0,05
Chlorpyrifos	1083	2	0,05
Diuron	1177	2	0,05
alpha Endosulfan	1178	1	0,02
béta Endosulfan	1179	1	0,02
alpha Hexachlorocyclohexane	1200	1	0,02
gamma isomère Lindane	1203	1	0,02
Isoproturon	1206	2	0,05
Simazine	1263	2	0,03
Demande Chimique en	1314	Paramètres de suivi	30000

Oxygène ou Carbone Organique Total	1841		300
Matières en Suspension	1305		2000

## ANNEXE 2 : ATTESTATION DU PRESTATAIRE

Je soussigné(e)

(Nom, qualité) .....

Coordonnées de l'entreprise : .....

.....

(Nom, forme juridique, capital social, RCS, siège social et adresse si différente du siège)

.....

.....

- reconnais avoir reçu et avoir pris connaissance des prescriptions techniques applicables aux opérations de prélèvements et d'analyses pour la mise en œuvre de la deuxième phase de l'action nationale de recherche et de réduction des rejets de substances dangereuses pour le milieu aquatique et des documents auxquels il fait référence.

- m'engage à restituer les résultats dans un délai de XXX mois après réalisation de chaque prélèvement <sup>2</sup>

- reconnais les accepter et les appliquer sans réserve.

A :

Le :

Pour le soumissionnaire\*, nom et prénom de la personne habilitée à signer le marché :

Signature :

Cachet de la société :

\*Signature et qualité du signataire (qui doit être habilité à engager sa société) précédée de la mention « Bon pour acceptation »

---

<sup>2</sup> L'attention est attirée sur l'intérêt de disposer des résultats d'analyses de la première mesure avant d'engager la suivante afin d'évaluer l'adéquation du plan de prélèvement, en particulier lors des premières mesures.